

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Deloitte & Associés

Les Docks-Atrium 10.4
10 place de la Joliette
13002 Marseille

VALNEVA

Société Européenne

World Trade Center Lyon – Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69003 LYON

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée Générale d'approbation des comptes de
l'exercice clos le 31 décembre 2017

PricewaterhouseCoopers Audit

63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine

Deloitte & Associés

Les Docks-Atrium 10.4
10 place de la Joliette
13002 Marseille

VALNEVA

Société Européenne

World Trade Center Lyon – Tour Oxygène
10-12, boulevard Marius Vivier Merle
69003 LYON

Rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés

Assemblée Générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques, les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

Conventions et engagements soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale

Conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Convention avec David LAWRENCE, Membre du Directoire et Directeur Financier

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 1^{er} août 2017 prévoit la rémunération et les avantages sociaux de Monsieur David LAWRENCE, à compter du 7 août 2017.
- Modalités : la charge constatée pour l'exercice 2017 par votre société, au titre de ce contrat, s'élève à 128 456,83 € et le montant versé à 94 917,20 €.
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : cette convention a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Avenant à la convention avec David LAWRENCE, Membre du Directoire et Directeur Financier

- Nature et objet : Compte tenu de la répartition de son temps de travail entre Valneva SE et Valneva Austria GmbH, la structure des Management Agreement de M. LAWRENCE s'en trouve modifiée. Le contrat de Management Agreement avec Valneva Austria GmbH est résilié au 31 décembre 2017, tandis que la rémunération et les avantages précédemment fournis dans le cadre de cet accord sont intégrés au Management Agreement conclu entre M. LAWRENCE et Valneva SE. L'avenant clarifie par ailleurs la situation des dépenses de voyage de M. LAWRENCE, s'agissant de ses déplacements entre le Royaume-Uni et la France. Cet avenant, préalablement autorisé par le Conseil de Surveillance du 19 décembre 2017 est entré en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2018.
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : cette convention a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Convention avec Wolfgang BENDER, Membre du Directoire et Directeur Médical

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 1^{er} août 2017 prévoit la rémunération et les avantages sociaux de Monsieur Wolfgang BENDER, à compter du 1^{er} septembre 2017.
- Modalités : la charge constatée pour l'exercice 2017 par votre société, au titre de ce contrat, s'élève à 56 201,08 € et le montant versé à 39 401,08 €.
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : cette convention a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Engagements autorisés à l'égard de M. Reinhard KANDERA dans le cadre de la cessation de ses fonctions de Membre du directoire et CFO au sein du Groupe Valneva

- Nature et objet : la convention de rupture (« Termination Agreement ») conclue avec Valneva Austria GmbH, préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 22 février 2017 prévoit les indemnités ou avantages pour M Reinhard KANDERA dans le cadre de la cessation de ses fonctions.
- Modalités :
 1. Concernant la rémunération, les frais professionnels et les avantages en nature (article 2 de la Convention) : (i) paiement de la rémunération prévue à l'article 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et fourniture des avantages en nature prévus à l'article 8 dudit Management Agreement jusqu'à la date de résiliation, soit le 30 avril 2017, (ii) paiement du bonus au titre de l'année 2016 en vertu de de l'article 6.3 du Management Agreement, (iii) versement d'une indemnité de départ exceptionnelle de 25 000 €, (iv) confirmation de rachat des ADP Convertibles détenues par M. Reinhard KANDERA, à leur valeur nominale, selon les modalités définies au sein des statuts de la Société
 2. Concernant la clause de non-concurrence (Article 4 de la convention) : Renonciation expresse par Valneva Austria GmbH à l'application des dispositions des articles 10.1 et 10.2 du Management Agreement. M. Kandra ne sera soumis à aucun engagement de non-concurrence à l'égard de Valneva Austria GmbH à compter de la Date de résiliation
 3. Concernant l'assurance vie de type épargne à long terme (Article 7 de la convention) : paiement des dernières primes (de novembre 2016 à avril 2017) jusqu'au transfert de l'assurance au profit de M. Kandra, devant être effectué à la Date de résiliation
- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : les engagements décrits ci-dessus pour M. Reinhard KANDERA ont été pris aux fins d'organiser le départ du Membre du directoire – Directeur Financier, dans des conditions qui préservent au mieux les intérêts de la Société.

Engagements autorisés à l'égard de M David LAWRENCE, Membre du Directoire et Directeur Financier, pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva SE en cas de cessation ou changement de fonctions

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 1^{er} août 2017, prévoit le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages pour Monsieur David LAWRENCE par la société Valneva SE en cas de cessation ou de changement de fonctions.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva SE doit payer une rémunération, qui ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au dirigeant de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement à hauteur de 100 % pour une période de trois mois et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat consécutives est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
 2. En cas de résiliation du Management Agreement par (i) révocation du mandataire social par Valneva SE sans juste motif ou (ii) par démission du mandataire social motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE ou dans Valneva GmbH, paiement jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, et au plus tard le 30 juin 2019) d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement et du bonus visé à la section 6.3 du Management Agreement au prorata et pour la durée définie au sein du Management Agreement, (selon le cas, jusqu'au terme du Management Agreement ou jusqu'à l'issue de la période de préavis applicable), étant entendu que le bonus ne peut excéder 50% de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement, sous réserve (i) du respect par le mandataire social des conditions de performances définies, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce, et (ii) de l'autorisation de l'Assemblée Générale.
 3. En cas de résiliation du Management Agreement par suite de (i) révocation du mandataire social par Valneva SE pour juste motif, ou (ii) démission du mandataire social non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva Austria GmbH, cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet deux mois après sa notification en cas de démission. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, sans préjudice, toutefois, de

l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous.

4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva SE, en cas de révocation par Valneva SE pour juste motif ou de démission du mandataire social non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE ou dans Valneva Austria GmbH, et (ii) sur déclaration expresse de Valneva SE, dans les autres cas de rupture (révocation par Valneva SE sans juste motif, démission du mandataire social motivée par les circonstances définies ci-dessus). Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une révocation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata (sous réserve (i) du respect par le mandataire social des conditions de performances définies, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce, et (ii) de l'autorisation de l'Assemblée Générale), et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement). Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi.
6. Les relations entre Valneva SE et M. David LAWRENCE, en sa qualité de membre du Directoire de la Société et de Directeur Financier, sont régies par la loi et les règlements français, les statuts de la Société, les dispositions de son Management Agreement et les décisions du Conseil de Surveillance de Valneva SE.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil de Surveillance le 1^{er} août 2017 ne prévoyait pas le respect de conditions de performance et par conséquent ne comprenait pas les motifs justifiant de l'intérêt de l'engagement pour la société prévus par l'article L. 225-86 du Code de commerce. Toutefois nous vous précisons que dans sa séance du 20 mars 2018 le Conseil de Surveillance a prévu le respect de conditions de performance et a motivé l'engagement comme suit. Cet engagement a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Il est à noter que l'avenant n°1 à la convention de Management Agreement décrite ci-dessus pour M. LAWRENCE, préalablement autorisé par le Conseil de Surveillance du 20 décembre 2017, a supprimé la possibilité pour le dirigeant de démissionner et d'obtenir une indemnisation en cas de circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva Austria GmbH, et ce, en raison de la résiliation de son Management Agreement avec Valneva Austria GmbH.

Engagements autorisés à l'égard de M David LAWRENCE, Membre du Directoire et Directeur Financier, pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva Austria GmbH en cas de cessation ou changement de fonctions

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 1^{er} août 2017, prévoit le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages pour Monsieur David LAWRENCE par la société Valneva GmbH en cas de cessation ou de changement de fonctions. Cette convention a été amendée par un avenant effectif au 20 décembre 2017, préalablement autorisé par le Conseil de Surveillance du 19 décembre 2017 puis résiliée au 31 décembre 2017 par un accord de « Termination Agreement » en date du 31 décembre 2017, également préalablement autorisé par le Conseil de Surveillance du 19 décembre 2017.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva GmbH doit payer une rémunération, qui ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au dirigeant de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement à hauteur de 100 % pour une période de trois mois et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat consécutives est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
 2. En cas de résiliation du Management Agreement par (i) à l'initiative de Valneva GmbH sans juste motif, ou (ii) à l'initiative du mandataire social pour juste motif (au titre de la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), en ce compris démission motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE, paiement jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, et au plus tard le 30 juin 2019) d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement et du bonus visé à la section 6.3 du Management Agreement au prorata et pour la durée définie au sein du Management Agreement, (selon le cas, jusqu'au terme du Management Agreement - après éventuelle déduction de ce que le dirigeant a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'Austrian White Collar Workers Act - Angestelltengesetz - ou jusqu'à l'issue de la période de préavis applicable), étant entendu que le bonus ne peut

excéder 50% de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement.

3. En cas de résiliation du Management Agreement par suite de (i) à l'initiative de Valneva GmbH pour juste motif (au titre de la Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz)), ou (ii) à l'initiative du mandataire social sans juste motif (en ce compris démission non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE), cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet deux mois après sa notification en cas de démission. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, sans préjudice, toutefois, de l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous.
4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva GmbH en cas de résiliation par Valneva GmbH pour juste motif (Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou de démission anticipée et non justifiée à l'initiative du mandataire social (Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz) , ou encore de démission sans motif à l'initiative du mandataire social et (ii) sur déclaration expresse de Valneva Austria GmbH, en cas de résiliation par Valneva GmbH sans juste motif. Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une révocation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement). Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi. Toute indemnité de départ versée au dirigeant par son fonds d'indemnisation lors de la résiliation du Management Agreement, ainsi que toute indemnité prévisible (dans le cas où le fonds n'aurait pas à procéder à son versement au moment de la résiliation) doit être déduite des indemnités définies pour les événements (2) à (4), dans les limites autorisées par la loi.
6. Les rapports contractuels entre Valneva Austria GmbH et M. LAWRENCE sont régies par les dispositions de son Management Agreement, ainsi que par l'Austrian Act on Limited Liability Companies (GmbH-Gesetz), l'Austrian White Collar Workers Act (Angestelltengesetz), les statuts de la société Valneva Austria GmbH et les décisions d'Assemblée Générale de Valneva Austria GmbH.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil de Surveillance le 1^{er} août 2017 ne prévoyait pas le respect de conditions de performance et par conséquent ne comprenait pas les motifs justifiant de l'intérêt de l'engagement pour la société prévus par l'article L. 225-86 du Code de commerce. Toutefois nous vous précisons que dans sa séance du 20 mars 2018 le Conseil de Surveillance a prévu le respect de conditions de performance et a motivé l'engagement comme suit. Cet engagement a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Engagements autorisés à l'égard de M Wolfgang BENDER, Membre du Directoire et Directeur Médical, pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva SE en cas de cessation ou changement de fonctions

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 1^{er} août 2017, prévoit le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages pour Monsieur Wolfgang BENDER par la société Valneva SE en cas de cessation ou de changement de fonctions.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva SE doit payer une rémunération, qui ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au dirigeant de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement à hauteur de 100 % pour une période de trois mois et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat consécutives est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
 2. En cas de résiliation du Management Agreement par (i) révocation du mandataire social par Valneva SE sans juste motif ou (ii) par démission du mandataire social motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE ou dans Valneva GmbH, paiement jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, et au plus tard le 30 juin 2019) d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement et du bonus visé à la section 6.3 du Management Agreement au prorata et pour la durée définie au sein du Management Agreement, (selon le cas, jusqu'au terme du Management Agreement ou jusqu'à l'issue de la période de préavis applicable), étant entendu que le bonus ne peut excéder 50% de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement, sous réserve (i) du respect par le mandataire social des conditions de performances définies, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce, et (ii) de l'autorisation de l'Assemblée Générale.

3. En cas de résiliation du Management Agreement par suite de (i) révocation du mandataire social par Valneva SE pour juste motif, ou (ii) démission du mandataire social non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva Austria GmbH, cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet deux mois après sa notification en cas de démission. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, sans préjudice, toutefois, de l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous.
4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva SE, en cas de révocation par Valneva SE pour juste motif ou de démission du mandataire social non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE ou dans Valneva Austria GmbH, et (ii) sur déclaration expresse de Valneva SE, dans les autres cas de rupture (révocation par Valneva SE sans juste motif, démission du mandataire social motivée par les circonstances définies ci-dessus). Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une révocation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata (sous réserve (i) du respect par le mandataire social des conditions de performances définies, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce, et (ii) de l'autorisation de l'Assemblée Générale), et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement). Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi.
6. Les relations entre Valneva SE et M. Wolfgang BENDER, en sa qualité de membre du Directoire de la Société et de Directeur Médical, sont régies par la loi et les règlements français, les statuts de la Société, les dispositions de son Management Agreement et les décisions du Conseil de Surveillance de Valneva SE.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil de Surveillance le 1^{er} août 2017 ne prévoyait pas le respect de conditions de performance et par conséquent ne comprenait pas les motifs justifiant de l'intérêt de l'engagement pour la société prévus par l'article L. 225-86 du Code de commerce. Toutefois nous vous précisons que dans sa séance du 20 mars 2018 le Conseil de Surveillance a prévu le respect de conditions de performance et a motivé l'engagement comme suit. Cet engagement a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Engagements autorisés à l'égard de M Wolfgang BENDER, Membre du Directoire et Directeur Médical, pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva Austria GmbH en cas de cessation ou changement de fonctions

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), préalablement autorisée par le Conseil de Surveillance du 1^{er} août 2017, prévoit le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages pour Monsieur Wolfgang BENDER par la société Valneva GmbH en cas de cessation ou de changement de fonctions. Cette convention a été amendée par un avenant effectif au 20 décembre 2017, préalablement autorisé par le Conseil de Surveillance du 19 décembre 2017.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva GmbH doit payer une rémunération, qui ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au dirigeant de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement à hauteur de 100 % pour une période de trois mois et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat consécutives est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
 2. En cas de résiliation du Management Agreement par (i) à l'initiative de Valneva GmbH sans juste motif, ou (ii) à l'initiative du mandataire social pour juste motif (au titre de la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), en ce compris démission motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE, paiement jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, et au plus tard le 30 juin 2019) d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement et du bonus visé à la section 6.3 du Management Agreement au prorata et pour la durée définie au sein du Management Agreement, (selon le cas, jusqu'au terme du Management Agreement - après éventuelle déduction de ce que le dirigeant a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'Austrian White Collar Workers Act - Angestelltengesetz - ou jusqu'à l'issue de la période de préavis applicable), étant entendu que le bonus ne peut

excéder 50% de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement.

3. En cas de résiliation du Management Agreement par suite de (i) à l'initiative de Valneva GmbH pour juste motif (au titre de la Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou (ii) à l'initiative du mandataire social sans juste motif (en ce compris démission non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE), cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet deux mois après sa notification en cas de démission. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, sans préjudice, toutefois, de l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous.
4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva GmbH en cas de résiliation par Valneva GmbH pour juste motif (Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou de démission anticipée et non justifiée à l'initiative du mandataire social (Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz) , ou encore de démission sans motif à l'initiative du mandataire social et (ii) sur déclaration expresse de Valneva Austria GmbH, en cas de résiliation par Valneva GmbH sans juste motif. Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une révocation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement). Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi. Toute indemnité de départ versée au dirigeant par son fonds d'indemnisation lors de la résiliation du Management Agreement, ainsi que toute indemnité prévisible (dans le cas où le fonds n'aurait pas à procéder à son versement au moment de la résiliation) doit être déduite des indemnités définies pour les événements (2) à (4), dans les limites autorisées par la loi.
6. Les rapports contractuels entre Valneva Austria GmbH et M. Wolfgang BENDER sont régies par les dispositions de son Management Agreement, ainsi que par l'Austrian Act on Limited Liability Companies (GmbH-Gesetz), l'Austrian White Collar Workers Act (Angestelltengesetz), les statuts de la société Valneva Austria GmbH et les décisions d'Assemblée Générale de Valneva Austria GmbH.

En application de la loi, nous vous signalons que l'autorisation préalable donnée par le Conseil de Surveillance le 1^{er} août 2017 ne prévoyait pas le respect de conditions de performance et par conséquent ne comprenait pas les motifs justifiant de l'intérêt de l'engagement pour la société prévus par l'article L. 225-86 du Code de commerce. Toutefois nous vous précisons que dans sa séance du 20 mars 2018 le Conseil de Surveillance a prévu le respect de conditions de performance et a motivé l'engagement comme suit. Cet engagement a permis de renforcer l'équipe dirigeante grâce à un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Conventions et engagements autorisés depuis la clôture

Nous avons été avisés des conventions et engagements suivants, autorisés depuis la clôture de l'exercice écoulé, qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.

Engagements à l'égard de Franck GRIMAUD, Membre du Directoire et Directeur Général de la société, pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva SE en cas de cessation ou changement de fonction

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le Conseil de Surveillance du 20 mars 2018, prévoit des indemnités ou des avantages pour Monsieur Franck GRIMAUD, à compter de la fin de l'Assemblée Générale du 30 juin 2016.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Valneva SE doit payer une rémunération, qui ajoutée au montant des allocations d'assurance maladie nationale, permet au dirigeant de percevoir sa rémunération telle que définie en Section 6.1 du Management Agreement à hauteur de 100 % pour une période de trois mois et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de trois mois au plus. Le plafond global sur une période de deux années de mandat est une rémunération payable à hauteur de 100 % pour une période de six mois maximum et à hauteur de 49 % pour une nouvelle période de six mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement ;
 2. En cas de résiliation du Management Agreement par (i) révocation du mandataire social par Valneva SE sans juste motif ou (ii) par démission du mandataire social motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE, paiement jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018, et au plus tard le 30 juin 2019) d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus visé à la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata et pour la durée définie au sein du Management Agreement, (selon le cas, jusqu'au terme du Management Agreement ou jusqu'à l'issue

de la période de préavis applicable), étant entendu que le bonus ne peut excéder 50% de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement, telle qu'ajustée, sous réserve du respect par le mandataire social des conditions de performances définies, le cas échéant, par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce. Du montant des indemnités visées ci-dessus est déduit le montant de l'allocation reçue par le mandataire social au titre de la Garantie Sociale des Chefs d'entreprise durant la période de paiement de cette allocation.

3. En cas de résiliation du Management Agreement par suite de (i) révocation du mandataire social par Valneva SE pour juste motif, ou (ii) démission du mandataire social non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE, cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet deux mois après sa notification en cas de démission. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, sans préjudice, toutefois, de l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous.
4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva SE, en cas de révocation par Valneva SE pour juste motif ou de démission du mandataire social non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE et (ii) sur déclaration expresse de Valneva SE, dans les autres cas de rupture (révocation par Valneva SE sans juste motif, démission du mandataire social motivée par les circonstances définies ci-dessus). Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une révocation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement), sous réserve du respect par le mandataire social des conditions de performance définies par le Conseil de Surveillance conformément à l'article L. 225-90-1 du Code de commerce. Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi.
6. Les relations entre Valneva SE et M. Franck GRIMAUD, en sa qualité de membre du Directoire de la Société et Directeur Général, sont régies par la loi et les règlements français, les statuts de la Société, les dispositions de

son Management Agreement et les décisions du Conseil de Surveillance de Valneva SE.

- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : cet engagement a permis de maintenir dans l'équipe dirigeante un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Cet engagement annule et remplace l'engagement approuvé par votre Assemblée Générale du 29 juin 2017.

Engagements autorisés à l'égard de Thomas LINGELBACH, Président du Directoire pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva Austria GmbH en cas de cessation ou changement de fonctions

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le Conseil de Surveillance du 20 mars 2018 et conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH, prévoit des indemnités ou des avantages pour Monsieur Thomas LINGELBACH.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Paiement par Valneva Austria GmbH d'une rémunération qui permet au dirigeant de percevoir sa rémunération définie en Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée), à hauteur de 100% pour une période de 3 mois, et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 3 mois au plus. Plafond global sur une période de 2 années de mandat : salaire payable à hauteur de 100% pour une période de 6 mois maximum et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 6 mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement.;
 2. En cas de résiliation du Management Agreement : (i) à l'initiative de Valneva GmbH sans juste motif (au titre de la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou (ii) à l'initiative du mandataire social pour juste motif (au titre de la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), en ce compris démission motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE, dans tous les cas, paiement, jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018 et au plus tard le 30 juin 2019), d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus visé à la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata et pour la durée définie au sein du Management Agreement, (selon le cas, jusqu'au terme du Management Agreement -, après éventuelle déduction de ce que le dirigeant a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a

gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz) - ou jusqu'à l'issue de la période de préavis applicable), étant entendu que le bonus ne peut excéder 60% de la rémunération brute annuelle définie à la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée).

3. En cas de résiliation du Management Agreement : (i) à l'initiative de Valneva GmbH pour juste motif (au titre de la Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz)), ou (ii) à l'initiative du mandataire social sans juste motif (en ce compris démission non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE) Cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet à l'issue du préavis prévu à la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz (dernier jour calendaire du mois en cours) en cas de résiliation à l'initiative du mandataire social. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, (sans préjudice, toutefois, de l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous).
4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : Le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva GmbH, en cas de résiliation par Valneva GmbH pour juste motif (Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou de démission anticipée et non justifiée à l'initiative du mandataire social (Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz) , ou encore de démission sans motif à l'initiative du mandataire social et (ii) sur déclaration expresse de Valneva SE en cas de résiliation par Valneva GmbH sans juste motif. Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une résiliation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement). Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi. Toute indemnité de départ versée au dirigeant par son fonds d'indemnisation lors de la résiliation du Management Agreement, ainsi que toute indemnité prévisible (dans le cas où le fonds n'aurait pas à procéder à son versement au moment de la résiliation) doit être déduite des indemnités définies pour les événements (2) à (4), dans les limites autorisées par la loi.

6. Les rapports contractuels entre Valneva Austria GmbH et M. Thomas LINGELBACH sont régies par les dispositions de son Management Agreement, ainsi que par l'Austrian Act on Limited Liability Companies (GmbH-Gesetz), l'Austrian White Collar Workers Act (Angestelltengesetz), les statuts de la société Valneva Austria GmbH et les décisions d'Assemblée Générale de Valneva Austria GmbH.

- Motifs justifiant de son intérêt pour la société : cet engagement a permis de maintenir dans l'équipe dirigeante un leader international reconnu et capable de soutenir la croissance future du groupe Valneva, conformément à sa stratégie.

Cet engagement annule et remplace l'engagement approuvé par votre Assemblée Générale du 29 juin 2017.

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Convention avec Franck GRIMAUD, membre du Directoire et Directeur Général de la société

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le Conseil de Surveillance du 25 juin 2015, prévoit la rémunération et les avantages sociaux de Monsieur Franck GRIMAUD, à compter de l'issue de l'Assemblée Générale du 30 juin 2016.
- Modalités : la charge constatée pour l'exercice 2017 par votre société, au titre de ce contrat, s'élève à 579 016,46 € et le montant versé à 605 261,22 €.

Engagements autorisés à l'égard de M. Reinhard KANDERA, Membre du Directoire pour le paiement d'indemnités ou la fourniture d'avantages par Valneva Austria GmbH en cas de cessation ou changement de fonctions

- Nature et objet : la convention de Management (« Management Agreement »), autorisée par le Conseil de Surveillance du 25 juin 2015 et conclu avec la filiale Valneva Austria GmbH, prévoit des indemnités ou des avantages pour Monsieur Reinhard KANDERA. Cette convention a pris fin le 30 avril 2017, suite au départ de M. Reinhard KANDERA du Groupe Valneva.
- Modalités :
 1. En cas d'incapacité de travail en raison de maladie ou d'un accident, Paiement par Valneva Austria GmbH d'une rémunération qui permet au

dirigeant de percevoir sa rémunération définie en Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée), à hauteur de 100% pour une période de 3 mois, et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 3 mois au plus. Plafond global sur une période de 2 années de mandat : salaire payable à hauteur de 100% pour une période de 6 mois maximum et à hauteur de 49% pour une nouvelle période de 6 mois maximum. En toute hypothèse, ces paiements cessent à la date de résiliation du Management Agreement.

2. En cas de résiliation du Management Agreement : (i) à l'initiative de Valneva GmbH sans juste motif (au titre de la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou (ii) à l'initiative du mandataire social pour juste motif (au titre de la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), en ce compris démission motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE. Dans tous les cas, paiement, jusqu'au terme du Management Agreement (soit jusqu'à la date de l'Assemblée Générale de Valneva SE appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2018 et au plus tard le 30 juin 2019), d'une indemnité égale à la rémunération fixe prévue à la Section 6.1 du Management Agreement. En cas de rupture à l'initiative du mandataire pour juste motif (au titre de la Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), en ce compris démission motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE, paiement, jusqu'au terme du Management Agreement, du bonus visé à la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, après déduction de ce que le dirigeant a économisé pour le travail non fourni ou de ce qu'il a gagné au titre de tout autre travail, ou du manque à gagner qu'il a intentionnellement créé (Section 29 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz).
3. En cas de résiliation du Management Agreement : (i) à l'initiative de Valneva GmbH pour juste motif (au titre de la Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz)), ou (ii) à l'initiative du mandataire social sans juste motif (en ce compris démission non motivée par des circonstances impliquant une réduction en droit ou en fait de ses responsabilités dans Valneva SE), Cessation du versement de toute rémunération, bonus et avantages en nature, à compter de la date d'effet de la rupture du mandat social. Cette date est immédiate en cas de révocation pour juste motif. Elle prend effet à l'issue du préavis prévu à la Section 20 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz (dernier jour calendaire du mois en cours) en cas de résiliation à l'initiative du mandataire social. Aucune indemnité de rupture n'est due au mandataire social, (sans préjudice, toutefois, de l'application éventuelle des dispositions relatives à la clause de non-concurrence visée au (4) ci-dessous).

4. Mise en œuvre de la clause de non-concurrence : le Management Agreement contient une clause de non-concurrence post-contractuelle. Celle-ci s'applique (i) de façon automatique, sauf renonciation expresse de Valneva GmbH, en cas de résiliation par Valneva GmbH pour juste motif (Section 27 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou de démission anticipée et non justifiée à l'initiative du mandataire social (Section 26 de l'Austrian White Collar Workers Act – Angestelltengesetz), ou encore de démission sans motif à l'initiative du mandataire social et (ii) sur déclaration expresse de Valneva SE en cas de résiliation par Valneva GmbH sans juste motif. Lorsque la clause de non-concurrence s'applique, celle-ci donne lieu, dans tous les cas autres qu'une résiliation pour juste motif, au versement d'une contrepartie financière égale au montant de la rémunération définie par la Section 6.1 du Management Agreement (telle qu'ajustée) et du bonus défini par la Section 6.3 du Management Agreement, au prorata, et ce, pendant la durée de l'engagement de non-concurrence (soit 1 an à compter de la résiliation du Management Agreement). Ce versement ne se cumule pas avec le maintien de la rémunération visé dans les paragraphes (2) et (3) ci-dessus.
5. Les indemnités définies pour les événements (2) à (4) excluent tout autre versement d'indemnités et rémunérations ou toute autre fourniture d'avantages, dans les limites autorisées par la loi. Toute indemnité de départ versée au dirigeant par son fonds d'indemnisation lors de la résiliation du Management Agreement ainsi que toute indemnité prévisible (dans le cas où le fonds n'aurait pas à procéder à son versement au moment de la résiliation) doit être déduite des indemnités définies pour les événements (2) à (4), dans les limites autorisées par la loi.
6. Les rapports contractuels entre Valneva Austria GmbH et M. Reinhard KANDERA sont régies par les dispositions de son Management Agreement, ainsi que par l'Austrian Act on Limited Liability Companies (GmbH-Gesetz), l'Austrian White Collar Workers Act (Angestelltengesetz), les statuts de la société Valneva Austria GmbH et les décisions d'Assemblée Générale de Valneva Austria GmbH.

Conventions avec la société Groupe Grimaud La Corbière SA, Actionnaire disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %

- Personne concernée : Frédéric GRIMAUD, Président du Conseil de Surveillance de votre société et Président du Directoire du Groupe Grimaud La Corbière SA
- Objets et modalités :
 1. Le cautionnement par le Groupe Grimaud La Corbière, de l'emprunt souscrit par votre société pour un montant total de 500 000€ auprès de la Caisse d'Épargne Pays de Loire s'est poursuivi. La charge constatée pour l'exercice 2017 par votre société, au titre du cautionnement, s'élève à 242,72 € et le montant versé à 242,72 € ;
 2. Le cautionnement par le Groupe Grimaud La Corbière des Emprunts souscrits par votre société pour un montant total de € 1 500 000 auprès du Crédit Mutuel et du LCL s'est poursuivi. La rémunération du cautionnement du Groupe Grimaud La Corbière en faveur de la société s'élève à 0,75 % des encours. La charge constatée pour l'exercice 2017 par votre société, au titre du cautionnement, s'élève à 291,84 € et le montant versé à 291,84 € ;

Neuilly-sur-Seine et Marseille, le 21 mars 2018

Les Commissaires aux Comptes

PricewaterhouseCoopers Audit



Thierry CHARRON

Deloitte & Associés



Vincent Gros